

ACTIVITES CENADEP 2006

1-Réunion PPP

Du 16 au 18 mars au Centre Lassalien de Kintambo. Les membres du Réseau Ressources Naturelles (RRN), réseau coordonné par le CENADEP- ont, au terme de la réunion PPP, arrêté un certain nombre d'actions à mener sur le terrain ainsi que des stratégies pour réussir ce programme.

Financé par l'Ong hollandaise NIZA, le programme PPP veut simplement dire PAIX, PRINCIPES et PARTICIPATION Organisation des séances de sensibilisation sur la relation entre les ressources naturelles et le vote utile. Rédaction d'un Mémo pour exiger, non seulement, mais aussi le respect du moratoire en matière d'octroi des titres d'exploitation forestière et la publication du Rapport parlementaire sur les contrats miniers (cfr. Commission Lutundula) avant la tenue des élections.

Lancement officiel de la Coalition

« Publiez ce que vous payez » à tous les niveaux

Rédaction d'une pétition sur les pillages des ressources naturelles de la RDC

avec objectif de récolter 10.000 à 100.000 signatures.

Dans le cadre de l'ITIE (Initiative de transparence des entreprises extractives), la société civile s'est engagé à améliorer les stratégies et de mettre en place une planification ITIE/ RDC en vue d'améliorer les capacités des membres pour faire le monitoring sur terrain et de maîtriser la nomenclature des taxes par rapport aux Codes minier et forestier.

2- Atelier sur les violences faites à la femme ,du 16 -18 mars 2006

Du 16 au 18 Février 2006

Centre d'Accueil Protestant/ Kinshasa

L'atelier avait pour thème : « Les violences faites à la femme : obstacle à sa participation à la consolidation de la paix et du développement durable en Rdc »

Organisé à l'initiative du Centre national d'appui au développement et à la participation populaire (CENADEP), avec la collaboration du Réseau Action Femme (RAF) et l'appui financier du Partenariat Afrique Canada (PAC), il a connu la participation de 40 délégués venus des Ongs féminines de défense des droits de l'homme, des ministères, des FARDC, de

la Police Nationale

, des agences du système des Nations Unies ainsi que des médias représentés par le Réseau des journalistes et communicateurs pour la population et le développement(RCP).

A la fin des travaux, ils ont arrêté un plan d'action qui passe par la campagne médiatique durant 4 ans au sujet des violences perpétrées sur la femme. Celle-ci devrait cibler les décideurs politiques, chefs religieux, leaders d'opinion et toutes personnes ayant de l'influence pour atteindre toutes les couches de la population. Cette campagne devrait être menée à travers tout le territoire national.

La cérémonie de clôture a connu les interventions de Mme Dorothée Ngolo Gizenga (membre du Pac/Canada), de la coordonnatrice nationale du RAF/RDC, Marie Mossi Mota, et de la coordonnatrice nationale du CENADEP Jeannine Mukanirwa.

3- Journées Médias- Société civile (du 7 au 8 mars)

Centre d'Accueil Protestant- Kinshasa

Du 7 au 8 mars 2006

En perspective des élections générales en République démocratique du Congo, il est organisé, les 7 et 8 mars au Centre d'Accueil Protestant et à l'initiative du Centre National d'Appui au Développement et à

la Participation Populaire

(Cenadep), de l'Ong Journalistes en Danger (Jed), de l'Union Nationale de Presse du Congo (Unpc) et du Cadre de concertation de

la Société

civile, deux journées de réflexion sur le thème : « Préalables de

la Société

civile et des médias pour la réussite de l'éducation civique et électorale en RDC ». La tenue de ces journées ont bénéficié des appuis des organismes ci-après PEPSA –RDC, de Droit et Démocratie –Canada et du FADOC –RDC.

Dans le cadre du programme régional Programme pré - électoral en Afrique australe , PEPSA ; le Centre National d'appui au développement et à la participation populaire, CENADEP ; l'ONG Journalistes en danger (JED) ; l'Union nationale de la presse du Congo, UNPC ;

la Ligue

nationale pour les élections libres et transparentes, LINELIT ont organisé au Centre d'Accueil Protestant, une journée de réflexion, du 7 au 8 mars 2006, sur « Les Préalables de la Société

civile et des médias pour la réussite de l'éducation civique et électorale en RDC » .

Après deux jours d'intenses débats, les participants ont tiré des leçons suivantes :

problème d'accès de

la Société

civile aux médias

insuffisance d'émissions dans les programmes d'éducation civique et électorale

Faible mobilisation des ressources financières pour l'éducation civique et électorale

Existence des ressources humaines, mais moins d'action en synergie entre les organisations de la société civile et des médias,

Délai très court vu le temps imparti pour assurer la vulgarisation des textes légaux,

Faible engagement de l'Etat dans la vulgarisation des textes électoraux,

Faible collaboration entre

la Société

civile et les Médias

Devoir de solidarité et de synergie entre les organisations de la société civile et les médias,

Prise de conscience des médias en tant qu'acteurs à part entière,

besoin de renforcement des capacités des professionnels des médias et renforcement des programmes d'éducation civique,

Mobilisation des fonds

Les organisateurs de cette journée vont mettre en œuvre des mécanismes de gestion pour le suivi et l'évaluation du programme d'éducation civique et électorale.

Des ces leçons il se dégage des éléments d'un plan d'actions concertées ci-après :

1)-Concertations préalables entre les médias sous l'égide de l'UNPC suivies d'un appel à l'engagement citoyens des professionnels des médias publics pour respecter la neutralité ;

2) Concertations permanentes entre les organisations de la société civile,

3) Capacitation des médias : renforcement des capacités des professionnels des médias et formation – information, sensibilisation ;

4) Organiser des sessions de formation des formateurs regroupant société civile et médias sur les outils pédagogiques et modules de formation,

5) Dissémination de l'information, formation et sensibilisation de la population par les Conférences privilégiant l'approche populaire (marché, églises...)

6) Nécessité d'avoir des actions concertées avec les médias et société civile notamment par la création d'un programme d'éducation civique et électorale à diffuser simultanément sur les différentes chaînes.

Aux partenaires de soutenir les organisations de la société civile et les médias dans la campagne d'éducation civique et électorale en vue de la réussite du processus électoral en République démocratique du Congo ;

A

la Commission

Électorale indépendante et aux autres partenaires de disponibiliser à temps des différents outils pédagogiques pour la réussite de la campagne d'éducation civique et électorale sur l'ensemble du pays ;

Encourager les organisations de la société civile et les médias à exploiter des structures de communication existantes pour la dissémination de l'information et l'éducation électorale.

4- Atelier national de formation des facilitateurs du RNN
sur la cartographie participative

- Du 20 Février au 9 mars 2006

- Centre Mgr Grison à Simi-Simi

Plus d'une trentaine de membres du Réseau Ressources Naturelles ont participé à l'atelier national de formation des facilitateurs du RNN en cartographie participative. Cet atelier a eu lieu à Kisangani dans la Province Orientale

, plus précisément au Centre Mgr Grison à Simi-Simi. L'objectif était de former de personnes qui vont partir sur le terrain, dans différentes provinces de la RDC

pour aller auprès des communautés, les assister et les aider à élaborer des cartes de ces territoires, des cartes qui montreront les ressources qu'elles utilisent sur leurs territoires. L'atelier de Kisangani a été facilité en grande partie par le Centre pour l'environnement et le développement (Ced) de Yaoundé (Cameroun). La méthodologie consistait à effectuer des descentes sur le terrain, de discuter avec les communautés locales et réaliser avec la cartographie participative, aider les populations locales à élaborer une esquisse d'une carte des territoires communautaires après avoir effectué les relevés des données Gps.

5- Atelier sous-régional sur la bonne gouvernance (16 -18 mars)

Au Glodis Center .

Kinshasa du 16 au 18 Février 2006.

Les délégués de la Société civile, venus de la République Centre Africaine, de la République du Congo, de la République du Tchad, de la République du Rwanda, de la République du Burundi et de la République Démocratique du Congo, sont réunis au Glodis Center de Kinshasa , du Jeudi 16 au samedi 18 Février 2006, dans le cadre de la rencontre sous régionale sur « la Bonne Gouvernance , transparence et lutte contre la corruption en Afrique centrale : Mécanismes et stratégies à mettre en place en vue de la participation efficace de la société civile ».

OBJECTIFS DE L'ATELIER

-Stimuler l'implication effective de la société civile dans la promotion de la transparence ; la gestion saine des ressources publiques et la lutte contre la corruption en Afrique centrale,

- Renforcer les capacités des acteurs de différentes parties prenantes : gouvernement, des acteurs de la société civile, des confessions religieuses et professionnelles des médias en vue de leur participation effective dans la lutte contre la corruption, la promotion et la bonne gouvernance ;
 - Créer des relations de confiance entre les dirigeants politiques et les autres parties prenantes de la vie nationale en vue de sécuriser les investissements et stimuler la relance des économies des pays ;
 - Élaborer un plan stratégique d'actions à mener par les parties prenantes pour promouvoir la transparence dans la gestion des deniers publics et combattre la corruption en Afrique centrale ;
 - Cimentier les bases de la bonne gouvernance avec ses corollaires qui sont : la transparence, la lutte contre l'impunité, la lutte contre la corruption ;
- Mettre en place des mécanismes de suivi de la rencontre régionale (une sorte d'un comité de suivi souple).

ACQUIS DE L'ATELIER

Mettre en place un Observatoire sous Régional de la lutte contre la corruption ;
Créer une commission ad hoc composé de 6 délégués de six pays ayant pris part à la rencontre sous-régionale de Kinshasa sous la coordination de la République Centrafricaine.

Collaborer étroitement et de manière franche avec nos différents Gouvernements pour l'implication effective de la population de la base dans la lutte contre la corruption sous toutes ses formes et le respect des règles de bonne gouvernance ;

-
Mettre en place des mécanismes de concertations permanentes de notre différente société civile pour pérenniser les acquis de cette rencontre et garantir un partenariat responsable, solide et utile entre les acteurs de la société civile, secteur privé, et le Gouvernement ;

-
Mettre en place des stratégies d'actions communes en vue de la prévention, sensibilisation et moralisation des populations dans le combat de la bonne gouvernance, transparence et la lutte contre la corruption;

-
Créer des mécanismes de solidarité entre les sociétés civiles de nos pays respectifs visant à favoriser la démocratie, la consolidation de la transparence et la lutte contre la corruption, gage de la stabilité et du développement humain durable ;

-
Un plan d'actions par pays et un plan d'actions sous-régional de la Société civile des pays de l'Afrique Centrale.

COMMUNIQUE FINAL

Nous,
Délégués de
la Société
civile de
la République Centre
Africaine, de
la République
du Congo, de
la République
du Tchad, de
la République
du Rwanda, de
la République
du Burundi et de
la République Démocratique

du Congo, réunis à Kinshasa, au Glodis Center, du Jeudi 16 au samedi 18 Février 2006, en vue de réfléchir sur les stratégies à mettre en place en vue de la participation efficace de la société civile de nos pays respectifs dans la saine gestion des ressources publiques ;

2. Inquiets par l'institutionnalisation de l'opacité et la généralisation de la corruption à différents niveaux dans nos pays respectifs ;

3. Scandalisés par le paradoxe des richesses appauvrissant qui font que les populations de nos pays croupissent dans la misère en dépit des ressources naturelles dont ces pays disposent ;

4. Conscients de ce que la gestion opaque des finances publiques n'est pas de nature à favoriser le développement durable et la répartition équitable des richesses nationales en vue de la réduction de la pauvreté et la relance de nos économies extraverties ;

5. Préoccupés par le retard accumulé par la plupart de pays d'Afrique centrale dans la recherche des voies et moyens pour mettre un terme à la mégestion, l'opacité, la corruption sous toutes ses formes et le respect des règles de bonne gouvernance économique ;

6. Déterminés à œuvrer pour la promotion de la culture démocratique de rendre comptes dans le chef des dirigeants politiques de nos pays respectifs et promouvoir l'avènement des Etats modernes en Afrique centrale qui favorisent la participation effective d'une société civile indépendante dans la lutte contre la corruption et la promotion de la Bonne Gouvernance

;

a) Nous nous engageons à :

-
Mettre en place un Observatoire sous Régional de la lutte contre la corruption ; Créer une commission ad hoc composé de 6 délégués de six pays ayant pris part à la rencontre régionale à Kinshasa sous la coordination de la République Centrafricaine avec comme mandat :

-

produire un cadre juridique de l'observatoire,

- organiser les consultations interactives de la société civile de la sous - région

- mobiliser les ressources financières pour l'organisation d'une rencontre de suivi,

- organiser une rencontre régionale de l'adoption du cadre juridique.

- Collaborer étroitement et de manière franche avec nos différents Gouvernements pour l'implication effective de la population de la base dans la lutte contre la corruption sous toutes ses formes et le respect des règles de bonne gouvernance ;

- Mettre en place des mécanismes de concertations permanentes de nos différentes sociétés civiles pour pérenniser les acquis de cette rencontre et garantir un partenariat responsable, solide et utile entre les acteurs de la société civile, secteur privé, et le Gouvernement ;

- Mettre en place des stratégies d'actions communes en vue de la prévention, sensibilisation et moralisation des populations dans le combat de la bonne gouvernance, transparence et la lutte contre la corruption;

- Créer des mécanismes de solidarité entre les sociétés civiles de nos pays respectifs visant à favoriser la démocratie, la consolidation de la transparence et la lutte contre la corruption, gage de la stabilité et du développement humain durable.

RECOMMANDATIONS:

b) Recommandons :

Aux gouvernements de nos pays respectifs :

de mettre en place de mécanismes de collaboration tripartites entre l'Etat, le secteur Privé et la Société Civile

qui fait régulièrement le point de la situation, les efforts à consentir et les progrès réalisés dans la lutte contre la corruption et la consolidation des mesures de transparence de la gestion des ressources publiques et lors des passations des marchés publics ;

- d'impliquer la société civile et le secteur privé dans l'élaboration des programmes gouvernementaux et le suivi budgétaire à tous les niveaux de la vie nationale ;

- de disponibiliser l'information à l'intention des acteurs de la société civile sur les recettes perçues pour le compte du trésor particulièrement celles issues des industries extractives et pétrolières pour accroître la confiance dans les institutions établies et favoriser un climat propice à un développement durable de nos pays ;

A
la Communauté Internationale

(Institutions financières internationales notamment

la Banque Mondiale

, le Fonds Monétaire International, les agences du système des Nations Unies, l'Union Européenne, l'Union Africaine,

la Communauté Economique

des Etats de l'Afrique Centrale,

la CEMAC

...)

D'apporter un appui conséquent aux organisations de

la Société Civile

de nos différents pays en vue du renforcement des capacités des leaders du Mouvement associatif en vue de leur

implication efficace dans la recherche des voies et moyens pour parvenir à la consolidation de la bonne gouvernance, la transparence et la lutte contre la corruption ;

-
Soutenir les initiatives de la Société Civile de la sous - région de l'Afrique Centrale en matières de promotion de la bonne gouvernance, de la transparence et la lutte contre la corruption ;

-
D'accroître le dialogue politique avec les Gouvernements des pays de l'Afrique centrale en vue de l'instauration de la démocratie , la bonne gouvernance économique et les mécanismes de consolidation de la transparence et des mesures de lutte contre la corruption sous toutes ses formes ;
Saisissons cette opportunité pour présenter nos sincères remerciements à l'Institut de la Banque Mondiale pour son appui financier à cette rencontre sous - régionale qui a permis aux acteurs de la Société Civile des pays de l'Afrique centrale d'esquisser des éléments des plans d'actions nationaux et d'un plan d'actions régional, de ne pas s'arrêter en si bon chemin .

6- Atelier sur le «Act View » (8 au 28 mai).

Les facilitateurs du Réseau Ressources Naturelles (RRN)- réseau coordonné par le Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire (Cenadep)- ont suivi du 08 au 29 mai 2006 au Centre Nganda à Kinshasa- Kintambo un atelier de formation sur le Système d'Information Géographique (SIG) qui est un outil informatique permettant d'intégrer, de localiser, d'analyser et de représenter des données qui ont ou non une dimension géographique et sur le logiciel de traitement Arc view 3.x. Cet atelier qui a duré vingt et un jours, s'inscrit dans la suite de l'atelier national tenu du 20 février au 9 mars 2006, à Kisangani dans la Province Orientale.

Cet atelier de Kisangani portait sur la facilitation de la production des cartes auprès des communautés forestières tant que celui de Kinshasa a permis aux facilitateurs tôt la conversion des titres forestiers en concessions forestières. Cette dernière opération paraît aux yeux de beaucoup de gens comme un zonage de fait du territoire forestier national. Comme préalable à la foresterie communautaire en RDC et à la conversion des titres forestiers, l'Etat devrait élaborer un plan de zonage du territoire national qui tienne compte des droits des populations forestières. Mais, cela n'est possible et facile que si l'Etat connaissait, pour chaque communauté rurale, l'espace de production afin d'éviter les conflits des limites avec les exploitants forestiers et les conservateurs.

Et pour mieux connaître l'espace de production et de vie d'une communauté locale et/ou autochtone, la cartographie participative est nécessaire pour produire les cartes des terroirs villageois.

Ces cartes communautaires constitueraient des outils pouvant permettre à ces populations ou aux ONG qui les accompagnent et défendent leurs droits traditionnels de faire le lobbying auprès de l'Etat et ses partenaires dans l'exploitation forestière. Les espaces qui seront ainsi déterminés devront normalement être bien délimités en tenant également compte de l'accroissement démographique pour ne pas retomber sur les cas combien malheureux enregistrés ces derniers temps par les communautés locales et autochtones qui vivent à proximité des aires protégées (Parcs nationaux et réserves). Cependant cette méthode ne peut être appliquée par les populations rurales sans une formation préalable sur les notions élémentaires de cartographie participative et sur la manipulation du GPS. Il faut noter par ailleurs que le Cenadep/RRN organise cette formation en partenariat avec Rainforest Foundation (U.K et Norway) et le Centre pour l'Environnement et le Développement/ Cameroun (CED).

7-Ouverture de l'antenne Cenadep à Boma / Bas-Congo.

Une antenne du Centre national d'Appui au Développement et à la participation Populaire (Cenadep) vient d'être ouverte à Boma, dans le Bas- Congo. Dans un premier temps, le Cenadep/Boma se chargera de coordonner le PIDB, autrement dit programme intégré de développement du Bas-Congo qui bénéficie de l'appui financier de l'Ong Belge S.O.S Faim et dont la finalité majeure reste la lutte contre la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations. Ce programme s'articule sur deux axes complémentaires à savoir le développement organisationnel et institutionnel et le soutien aux initiatives économiques créatrices de revenus et d'emplois. Il s'agit en fait de renforcer les Organisations paysannes (OP) afin qu'elles puissent mettre en œuvre des activités de transformation et de commercialisation et de mettre à leur disposition des outils de financement adaptés à leurs besoins et au contexte. Ce programme quinquennal concerne le district du Bas- Fleuve plus précisément les territoires de Muanda et Boma où l'on compte de nombreuses organisations paysannes, un minimum d'infrastructures et également un important potentiel en terme de ressources agraires et humaines. A Noter que malgré ces potentialités, les indicateurs sociaux concernant ces deux territoires affichent des résultats peu encourageants avec une grande partie de la population vivant sous le seuil de pauvreté. La récession économique des dernières années affecte les différents secteurs de production. Signalons que l'antenne

Cenadep/ Boma est dirigé par M. Adrien Dokisa, animateur de développement qui a déjà fait ses preuves dans la coordination de plusieurs programmes dans le Bas-Congo.

Ce programme qui est en phase d'élaboration est participative avec tous les acteurs de développement impliqués dans la sous région. Ainsi il a été organisé du 5 au 7 juin 2006 un atelier d'élaboration du Plan d'action des communautés de base. Quinze organisations paysannes ont été retenues pour cet atelier au cours duquel il a été définies les actions prioritaires à mener durant les cinq prochaines années. Il s'est agi pour que chaque OP d'élaborer un projet réaliste suivant la problématique de son milieu. Et ces projets devront être pris en compte dans le plan d'action du Cenadep. Il faut dire que ces résultats ont été atteints. Le Directeur Général du Cenadep, M. Baudouin Hamuli, a dû personnellement faire le déplacement de Boma afin de faire imprégner les organisations paysannes du Bas -Fleuve des objectifs de ce programme intégré de développement.

Organisation de la Caravane

électorale dans le Bas- Congo La population du Bas-Congo a participé massivement aux derniers scrutins législatif et présidentiel du 30 juillet 2006. Le taux de participation qui sortira très prochainement de la Commission Electorale

Indépendante (CEI) devra le confirmer. Ceci est sans doute dû à la qualité du travail abattu par une équipe des sensibilisateurs envoyés du 24 au 28 juillet 2006 à travers cette province par la synergie des organisations ci-après : Cenadep, Jed, Linelit et Unpc dans le cadre du projet dénommé : « caravane d'éducation électorale et civique ».Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme PEPSA (Pre-conditions for Elections Programme in Southern Africa) avec l'appui financier de l'Ambassade des Pays- Bas.

Les caravaniers ont écumé pratiquement toutes les grandes villes du Bas-Congo depuis Kasangulu jusqu'à Moanda en passant bien sûr par Kisantu, Mbanza-ngungu, Kimpese, Matadi, Boma, Kinza-Mvuete et Tshela. Partout c'était le même message : appeler la population à aller voter massivement et à opérer un vote utile. Au fait, l'objectif majeur visé par cette campagne de grande envergure, était de préparer les populations à s'approprier ce processus électoral par leur participation massive et consciente afin de doter le pays des dirigeants responsables. Les équipes envoyées sur terrain ont dû- pour mieux sensibiliser et conscientiser la population à participer massivement aux différents scrutins et à accepter les résultats- organiser des tours motorisés à travers les villes visitées.

Les caravaniers ont également travaillé à la vulgarisation des textes juridiques et réglementaires en rapport avec les élections. Un dialogue avec la population dirigée par quelques vulgarisateurs de la Commission Electorale

Indépendante (CEI) à travers des tribunes d'expression populaire a permis d'éclairer la population du Bas-Congo sur les principaux enjeux du vote. A Kisantu par exemple, la caravane a visité toutes les cités de la ville depuis Kimbala jusqu'à Nkandu où a été érigé le stand en passant bien sûr par Kikonka. Le marché de Kasangulu a également vibré de la même façon que les populations de Mbanza-ngungu, Kinza-Mvuete, Boma, Tshela et Moanda. Des démonstrations autour de thèmes : « comment voter, comment remplir son bulletin de vote, etc. » appuyées par des troupes théâtrales ont vraiment permis de mettre à niveau ces populations par rapport aux élections. Le point de chute de caravane d'éducation électorale et civique dans le Bas-Congo a été la ville de Matadi où une grande activité a été organisée le vendredi 28 juillet 2006. Le grand tour motorisé a mis tout le rocher dans l'ambiance des élections sous la poussée des crieurs patentés. Tout le groupe a convergé vers sur la grande place de la commune de Mvuzi où a eu lieu la cérémonie de clôture de la caravane.

Présidée par le maire de la ville, M.Luzayadio, cette manifestation a connu une forte implication des membres de la société civile locale avec à leur tête, leur président M. Edouard Sassukidi, également président de l'Unpc/Bas-Congo.

On a noté aussi la présence dans la tribune, du DG du Cenadep, M. Beaudouin Hamuli, du président de l'Unpc, M.Kabeya Pindi Pasi, et de M.Marcel Mwambayi, Directeur adjoint de

la Linelit.Quelques

observateurs internationaux ont dû rehausser de leur présence cette cérémonie, notamment M.Akoueté Akakpo-Vidah, Agent Régional Afrique à l'Ong canadienne Paix et Démocratie et membre d'une équipe d'observateurs canadiens pour les élections en RDC. Comme partout ailleurs, l'essentiel du message tournait autour du caractère historique de ces élections.

L'équipe de caravaniers a dû rejoindre Kinshasa-la capitale la veille des élections avec un sentiment de travail bien fait mais aussi avec un goût de l'inachevé car l'on a remarqué que des populations vivant dans les hinterlands des cités visitées, à Mayidi, Ngeba, Lemfu, Mfidi-Malele au delà de Kisantu, Zongo, Luozi, Kangu, etc. ont encore soif d'apprendre de plus en plus sur la question électorale.

9. Journées Médias -Société civile à Matadi

Une grande journée Médias- Société civile a été organisée à Matadi .

Dans le cadre du projet PEPSA (Pre-conditions for Elections Programme in Southern Africa), le Centre Nationale d'Appui au Développement et à la Participation Populaire

(Cenadep) a organisé, vendredi 28 juillet 2006 au centre catholique Nzo a Nsalasani, une rencontre Médias- Société civile à Matadi, chef- lieu de la province du Bas-Congo. Financée par l'Ong hollandaise NIZA, cette grande activité a pu mettre ensemble la famille communicationnelle de la ville de Matadi ainsi que les membres de

la Société

civile de cette ville. Au cours de cette rencontre, on a noté les interventions du président de l'Union nationale de la presse du Congo (Unpc), M. Kabeya Pindi Pasi, ainsi que de MM Baudouin Hamuli, Directeur Général du Cenadep) et Coordonnateur national de la conférence pour

la Paix

dans les Grands Lacs, Akouété Akakpo- Vidah, Agent Régional Afrique à l'Ong canadienne Paix et Démocratie et membre d'une équipe d'observateurs canadiens pour les élections en RDC, et enfin Marcel Mwuimbay, Directeur adjoint de

la Ligue

nationale pour les Elections Libres et Transparentes (Linelit). Dans son mot d'ouverture M.Edouard Sausukidi, président de l'Unpc/ BasCongo et aussi président a.i de

la Société

civile de cette province a souhaité la bienvenue à la délégation venue de Kinshasa avant de souligner l'importance de cette rencontre. Il s'est agi pour l'essentiel d'échanger sur l'évolution du processus électoral en République Démocratique du Congo, à deux jours de l'organisation des scrutins législatifs et présidentiel. Prenant la parole, le président de l'Union nationale de la presse du Congo (Unpc), a insisté sur la « Responsabilité sociale du journaliste » en se basant sur un nouveau concept sorti par le président Thabo Mbeki de l'Afrique du sud, à savoir « l'Aide de la presse à l'Etat » qui consiste à mettre à la disposition du public une information professionnellement vérifiée capable de permettre au leadership de prendre de bonnes décisions. M. Kabeya Pindi Pasi a enfin rappelé aux professionnels des medias du Bas-Congo leur immense responsabilité avant de les exhorter à demander aux citoyens d'aller aux urnes. Pour sa part, M.Akouété Akakpo- Vidah a, d'entrée de jeu, remercié le Cenadep de l'avoir associé à cette rencontre avant de parler de son travail d'observation internationale basé sur quatre questions essentielles. A savoir : « Est-ce que l'éducation civique et électorale a été faite ? » ; « Est-ce que la campagne électorale s'est déroulée librement et sans violence ? » ; « Le processus de vote s'est-il fait de façon transparente, libre, sans intimidation, dans le respect de la loi électorale ? » ; « Le processus de dépouillement a-t-il été transparent, dans le respect des normes ? » M.Akouété a fini son message en soulignant que la présence des observateurs ajoute à la crédibilité du processus. M Marcel Mwuimbay de la Linelit

a, quant à lui, parlé de l'observation internationale des élections. On retiendra que la première mission d'observation internationale a été faite dans les Sudètes par

la Société

des Nations, ancêtre de l'Onu. L'observation diffère de la surveillance laquelle est faite par les témoins des partis politiques. Le Directeur Général du Cenadep, Baudouin Hamuli, le dernier à prendre la parole, insisté sur deux éléments par rapport au processus de démocratisation en RDC., notamment la stabilité et le changement. « La compétition sur le pouvoir ne doit pas nous faire oublier l'enjeu des élections en RDC sur le plan sous –régional. Vues par les Nations Unies, les élections au Congo sont très importantes pour la construction de la paix dans les Grands Lacs. Elles constituent la clé pour la stabilité régionale », a dit M.Hamuli qui a finalement noté que « ces élections n'auront aucun sens si elles n'aboutissent pas à un changement qualitatif de la vie des gens ». A la fin, M.Hamuli a posé trois questions essentielles lesquelles a suscité un vrai débat, à savoir : « Estimez- vous que le peuple est bien préparé à faire les élections ? » ; « Le peuple congolais peut-il faire librement et de manière consciencieuse ces élections » ; « Ce peuple est-il prêt à faire des élections dans un contexte de paix et de sérénité ? »

Un débat fort intéressant a suivi ces interventions et il faut dire que les professionnels des médias ainsi que les membres de

la Société

civile de la province du Bas-Congo sont sortis de la salle bien armés et très rassurés que les élections du 30 juillet devraient bel et bien se dérouler dans la paix et la tranquillité.